

CIBLE

Saut

Conçue et organisée dans une impasse, la zone euro se heurte au mur du fond. D'où le mot d'ordre repris par tous les éditorialistes qui refusent de reconnaître que leur rêve européiste a tourné au cauchemar : *vite, le saut fédéral !*

Le dernier carré fédéraliste fait irrésistiblement penser à ces soviétiques qui voulaient compenser les échecs du « socialisme réel » par un nouveau bond en avant du socialisme, vers la société communiste. C'était peu avant l'effondrement de l'Union soviétique.

La zone euro ne sera pas sauvée par des injonctions maximalistes. Appliqué à des nations plus ou moins anciennes, le fédéralisme se heurte à une impossibilité théorique et pratique : si le fédéralisme est démocratique, la structure centrale est trop faible et les intérêts nationaux redeviennent prépondérants ; si le fédéralisme est contraignant, les nations fédérées sont privées de démocratie et le désir de liberté les conduit tôt ou tard à la révolte.

La zone euro est à l'agonie. Toute contrainte exercée sur les peuples pour la maintenir en vie provoquera de violentes réactions.

ZONE EURO

POUR en SORTIR

Socialistes

**Le poids
de l'appareil**

p. 4

Idées

**Rousseau
l'incompris**

p. 9

Crispations espagnoles

La visite effectuée par le prince Édouard sur le rocher de la discorde, à l'occasion du Jubilé d'Isabelle II, réveille quelques réflexes dangereux dans une société espagnole déjà humiliée par la crise.

Comme d'autres membres de la famille royale britannique, le plus jeune des fils d'Élisabeth II représente sa mère aux quatre coins du monde, à l'occasion du Jubilé de la reine. Du 11 au 13 juin dernier, il a ainsi effectué une visite dans le territoire de Gibraltar, peuplé de trente mille âmes, qui se disent britanniques depuis 1713 et le Traité d'Utrecht, par lequel la couronne d'Espagne céda le port du détroit et ses eaux au roi d'Angleterre.

On se gardera bien ici de trancher la lutte séculaire entre deux légitimités : l'une historique, l'autre géographique. Mais les derniers remous qui accompagnent la visite princière, essentiellement dans la presse conservatrice d'outre-Pyrénées, prompt à détourner les regards des errements du gouvernement Rajoy, doit retenir notre attention sur ce qui pourrait, pour peu que la passion l'emporte, exciter inutilement quelques vieilles rivalités, au sein d'une Europe qui n'en a pas besoin.

Il est cependant bien difficile de dire d'où sont partis les premiers coups, cette fois-ci, tant le climat de méfiance est lourd, alors que les motifs de discorde s'accumulent entre le gouvernement de Madrid et celui de Londres, défenseur des intérêts de la zone britannique - comme on le dit dans le langage britannique. La tension est remontée, il y a quelques semaines, avec l'arraisonnement par la marine de Gibraltar de chalutiers espagnols. Certaines confrontations entre les marines des deux pays ont, de fait, été violentes, même si aucun drame n'est venu radicaliser les oppositions. Dans le même temps, la diplomatie espagnole, jamais en mal de pointer du doigt les indécidables du territoire, qui se tient toujours en marge des règles les plus strictes de la régulation économique, a fait appel devant la Commission européenne d'une décision britannique permettant à l'impôt sur les sociétés de la colonie de passer de 22 à 13 %, alors qu'il est de 30 % dans le reste de la péninsule.

C'est dans ce contexte que la visite du prince à Gibraltar a pris tous les aspects d'une démonstration de force, de part et d'autre. Côté espagnol, à peine connue la nouvelle du voyage, la reine Sofia s'interdisait d'être présente aux cérémonies du Jubilé de Londres. Elle fut la grande absente de la photo officielle. On n'avait pas connu pareille fâcherie depuis 1981, quand le roi d'Espagne avait refusé de se rendre à Londres assister au mariage de Charles avec Diana, après l'annonce que le voyage de noce du couple princier passerait d'abord par Gibraltar. Dans le territoire, le 11 juin dernier, sur le passage du cortège du prince Édouard et de sa charmante épouse Sophie, une démonstration de force patriotique sans égale a donc été organisée. Le peuple de Gibraltar, aussi britannique que le peuple savoyard est français, occupait les rues, pavisées de mille *Union Jacks*.

Plus inquiétant, le Premier ministre du territoire, dans son

discours d'accueil au couple princier, a rappelé tous les griefs faits aux Espagnols, à l'occasion des derniers incidents. Il lui est ainsi particulièrement insupportable de voir les eaux du territoire envahies par des navires de la *Guardia Civil* espagnole pourtant venus protéger les bateaux de pêche du port voisin d'Algésiras. « *Ils nous attaquent* » a même déclaré le responsable de l'exécutif. « *Même en rêve, l'Espagne ne réussira pas à nous imposer une politique fiscale. Les pays qui n'appartiennent pas à la zone euro ne sont pas tenus par la convergence en matière fiscale.* » Ainsi, les intentions de la manifestation sont claires : « *Nous voulons montrer à Sa Majesté notre respect, notre affection et notre loyauté à l'occasion de son Jubilé de Diamant, et le peuple de Gibraltar est venu en nombre pour souhaiter la bienvenue à nos visiteurs royaux.* »

Seul bémol dans un discours presque belliciste, la volonté affichée de voir être réglés devant les tribunaux internationaux tous les motifs de conflits relatifs au droit à l'autodétermination, au système d'imposition ou aux conflits sur la délimitation des eaux territoriales.

Dernier acte provocateur toutefois : l'inauguration du nouveau terminal de l'aéroport, construit sur un territoire cédé provisoirement à la colonie par l'Espagne, en 1828, pour l'aider à lutter contre une épidémie de fièvre jaune... et jamais rendu depuis. Perfide Albion !

Christophe BARRET

royaliste
BI-MENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE BERTHIAUD RENOUVIN

SOMMAIRE : p.2 : Crispations espagnoles - p.3 : Dernier avis avant catastrophe - p.4 : François Hollande et le boulet socialiste - p.5 : De Cancun à Los Cabos - p.6/7 : Les couleurs du monde - p.8 : La rumeur des steppes - p.9 : Jean-Jacques l'éternel incompris - p.10 : Notre humour quotidien - Sagesse féline - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Les devoirs de la charge.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.99.20
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. paritaire 0514 G 84801
ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

trois mois (20 €) six mois (30 €) un an (50 €) soutien (120 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS

Dernier avis avant catastrophe

La situation de l'Espagne et de l'Italie se dégrade de façon continue et inéluctable. Mario Monti et François Hollande se sont mis d'accord pour présenter un plan de sauvetage de la zone Euro qui sera discuté dans quelques jours au sommet européen. N'est-il pas trop tard ?

Il est difficile pour un vieux croyant de renoncer à ce qui a fait sa vie intellectuelle et politique. La pression des événements rend pourtant souvent cette obligation prégnante. La situation se dégrade et les spéculateurs n'attendent que le signal de la curée. Comme prévu, les cures d'austérité ont amené un pourrissement de la situation économique tant en Espagne qu'en Italie pour des raisons différentes.

L'Espagne ne peut se relever. Le plan concocté par Mariano Rajoy n'a eu aucun des effets bénéfiques annoncés, si ce n'est, et seulement dans un premier temps, de permettre la levée de fonds dans des conditions encore acceptables. Hélas, cela n'a pas duré. Les fondamentaux de l'économie sont mauvais et ils le resteront durablement. Le pays est étranglé et la population ne peut souffrir bien longtemps les purges à répétitions. La bombe bancaire est en train d'exploser, risquant d'emporter une partie du système financier du pays. Les banques espagnoles ont trop d'actifs pourris pour pouvoir s'en sortir et il est désastreux de considérer que les seules mesures proposées consistent encore et toujours à déverser des dizaines de milliards d'euros pour sauver des banques *insauvables*.

Tout cela ne servira à rien et tout le monde le sait. Pendant qu'on s'occupe des banquiers imprudents, imbéciles ou parfois voleurs, on ne s'inquiète guère de la situation de la population. Rajoy s'est trompé,

lourdement et rien ne semble pouvoir endiguer la chute. Placée dans l'étau de la dette publique et celle de la colossale dette privée, le pays ne peut s'en sortir dans les conditions actuelles. Le fameux modèle espagnol basé sur l'immobilier ne pouvait longtemps conserver au pays sa croissance. Le pays ne produit pas grand chose d'autre et surtout, les secteurs industriels qui ont bien fonctionné pendant une vingtaine d'années, tel l'automobile, sont eux aussi victimes des délocalisations et de l'effondrement d'une partie du marché intérieur.

Pas plus que l'on se soucie de la population italienne. Mario Monti, ancien banquier et commissaire européen ne semble guère taillé pour sauver son pays. Tout juste son nom permet-il de procéder à des appels de fonds dans des conditions légèrement plus favorables que celles de l'Espagne. Pourtant, rien ne s'arrange en Italie et ce n'est pas le plan d'austérité porté à 25 milliards d'euros qui va pouvoir arranger les choses. Les *particularités* propres au système italien depuis toujours, ne pourront longtemps jouer leur rôle d'amortisseurs. Cela ne suffit plus et il va s'en falloir rapidement de beaucoup.

Alors. Les vieux croyants en l'Europe et l'euro tels qu'ils fonctionnent aujourd'hui ont bien du mal à concevoir, alors pensez donc à assumer, la faillite de leur modèle. Certains des intervenants, et notamment les membres de la commission de Bruxelles, ne peuvent même pas concevoir qu'ils aient pu se tromper. Ces

gens-là ne sont pas bons à rien, ils se sont montrés mauvais à tout. Le réflexe sectaire l'emporte toujours dans ces cas-là et va rapidement se poser un problème d'adéquation du personnel de la structure par rapport aux nécessités de la situation. L'histoire économique nous apprend que l'été est un moment crucial d'éclatement des crises. Des Italiens et des Espagnols sans un sol vaillant sont fondés à se révolter.

La crise a ceci de particulier que même à la sentir venir et à la savoir inéluctable - et elle l'est aujourd'hui - on ne sait jamais exactement quand et comment elle viendra. Le plan de sauvetage que va proposer François Hollande prochainement va faire hurler l'Allemagne. Pourtant, à Berlin aussi, les yeux se dessillent. Quels que soient ses talents, Madame Merkel souffre d'un étrange manque d'imagination. Le mépris et la morgue ne peuvent longtemps suffire à marquer les bases d'une politique. Les tenants du modèle allemand en Europe ne sont ni assez nombreux ni assez puissants pour emporter la décision. Sauver le système tel qu'il est revient à faire un pas de plus dans la marche à l'intégration par l'introduction d'euro bonds, dont nous avons déjà dit le mal qu'il fallait en penser, et par la mise en place d'une politique puissante d'infrastructures, de recherches et d'industrialisation.

Gageons que les événements ne laisseront pas le temps de mettre une telle politique, qui demande du temps, en place. Le temps nous manque et il serait prudent de penser le plan de secours avant d'arriver au précipice. La planète économique et financière a ceci de particulier qu'elle est plate, nous roulons vers le précipice, quoi qu'on en ait.

Charles GUÉMÉNÉ

La parole se libère...

C'est celle de Christophe Barbier, dans un éditorial (1) du journal *L'Express* qu'il dirige, il assène sa vérité. Les Grecs n'ont pas à dire s'ils sont pour ou contre l'euro, d'ailleurs nous ne leur posons pas la question. Nous les avons acceptés dans l'Euroland, ces ingrats ont maquillé leurs comptes, nous avons à décider de leur sort. « *S'il n'y a pas de gouvernement clair qui sort des élections il faudra penser une tutelle, une vraie tutelle, des seize sur le dix-septième et quand on dit les seize on pense bien sûr à la France et à l'Allemagne.* » Suit un hommage au berceau de la démocratie - Barbier est un homme cultivé - pour affirmer « *la Grèce doit réinventer un esprit national mais dans le cadre d'une nouvelle nation qui s'appelle la nation européenne.* »

C'est celle de Franz-Olivier Giesbert, dans un éditorial (2) du journal *Le Point* qu'il dirige, il expose sa vision du futur de la Grèce : « *Si l'Europe refuse de continuer à subventionner (sic) la Grèce à perte, Syriza entend, paraît-il, organiser un rapprochement entre son pays et la Russie. À moins que la Turquie, héritière de l'Empire ottoman, ne se dévoue, une fois de plus.* » Lui aussi est un homme cultivé. Il complète donc son idée en précisant : « *Jusqu'à son indépendance, en 1832, la Grèce a vécu pendant quatre siècles sous domination ottomane. Quitte à être saugrenu, les incroyables performances économiques de la Turquie, avec une croissance de 8 % et une hausse des exportations de 18 %, ne lui donnent-elles pas la légitimité nécessaire pour assurer le redressement de la Grèce ?* »

Qui sont-ils ? Des admirateurs de l'Empire, les fossoyeurs de la démocratie.

François ENNAT

(1) <http://www.youtube.com/watch?v=oe15NjNx5Rw&feature=share>

(2) <http://www.les-crisis.fr/fog-rendre-grece/>

François Hollande et le boulet socialiste

La victoire du Parti Socialiste à l'élection présidentielle puis aux élections législatives engage désormais sa responsabilité historique. Si l'attitude de François Hollande et Jean-Marc Ayrault - fin connaisseur de l'Allemagne - face à Madame Merkel est une attitude courageuse, en revanche, le poids de la technostructure social-libérale et d'un appareil aussi pléthorique qu'inefficace sont des facteurs pouvant compromettre l'exercice du pouvoir.

Fondamentalement, les partis politiques ont évolué. Fut un temps où le Parti Socialiste clamait qu'il était à la fois *conscience collective* et *outil de cette conscience*. C'était le temps d'Épinay, du programme commun, de François Mitterrand. C'était une époque où on lisait au Parti Socialiste, où l'on fabriquait d'imposantes revues (*Repères* ou *Frontières* pour le CERES, *Faire* pour les rocardiens). C'était l'époque où Chevènement et Poperen pouvaient débattre vigoureusement du sens à donner au **front de classe(s)**.

Il y eut d'abord un basculement géographique et culturel avec la conquête de l'Ouest. Les régions anciennement démocrates-chrétiennes basculèrent au Parti Socialiste à partir de 1977. Le Parti Socialiste s'est également lové, depuis 1977, progressivement et patiemment, au sein des collectivités locales. La décentralisation lui a ensuite permis de conquérir successivement de grandes villes (dans l'Ouest d'abord), des Régions, des départements. Un nouveau personnel politique a émergé. Ces responsables locaux, menant des carrières locales, sou-

vent bons gestionnaires et liant le destin de leur section ou de leur fédération à leurs intérêts électoraux locaux, ont été de moins en moins liés aux années **idéologiques** du programme commun.

La vision du monde des socialistes importait moins que leur bonne gestion. Un parti de surclassés dans un pays de déclassés voyait le jour. L'expérience du pouvoir, l'alternance de 1981, le tournant de 1983, eut pour corollaire de dépolitiser les débats au sein du PS et de faire chuter dramatiquement la production intellectuelle du parti. Les Secrétariats nationaux autrefois convoités de la formation ou des études furent délaissés au profit de la communication et des élections.

Les années 1980 furent les années de mutation de l'idéologie socialiste et de sa propre sociologie. Le tournant libéral marquait la fin de l'adhésion du peuple *traditionnel* au PS et à la gauche. Le socialisme n'était plus l'horizon du PS. **L'Europe** (atlantiste et libérale) et l'antiracisme devinrent les roues de secours idéologique d'un PS en panne. Au cours des années 1990, le PS commença à perdre le

peuple, situation qui ne fit qu'empirer en 2001 et 2002, où ouvriers et employés basculèrent électoralement à droite.

Au sommet, la technostructure social-libérale de *Terra Nova*, semble monopoliser les places en cabinets ministériels contredisant ainsi, dans les faits, tout ce qui faisait l'esprit du discours du Bourget du 22 janvier, un discours aux forts accents républicains et qui en appelait à « *l'âme de la France* », après avoir rappelé que « *toute nation a une âme* » et que celle de la France c'est **l'égalité**.

Auteur d'un rapport sur *la majorité électorale pour 2012*, Olivier Ferrand (1) s'est largement inspiré des méthodes états-uniennes, sans toutefois véritablement connaître la politique américaine ni ses ressorts. *Terra Nova* adhère sans complexe au libéralisme, au néolibéralisme et promeut un libéralisme culturel censé plaire au cœur de l'électorat socialiste actuel : les classes éduquées des grandes métropoles.

Le trait commun de la société des socialistes est, paradoxalement, d'être franco-

centrée. Rarement pourtant, dans l'histoire de la gauche, un parti aura été plus indifférent aux autres sociétés, aux autres cultures, aux autres nations que le PS français qui - en ce sens - ne fait qu'incarner dans le champ politique, le trait commun d'une génération de responsables médiatiques (de *Libération* à *France Inter*) totalement inapte à saisir - avec réalisme et un tant soit peu d'esprit de finesse - les évolutions du monde. L'occidentalisme est la dernière des idéologies de la gauche française qui adhère avec d'autant plus d'empressement à la géopolitique néoconservatrice qu'elle se dote pour supplément d'âme d'un multiculturalisme ou de politique de *diversité* qui sont la marque des systèmes *impérialistes*.

Le PS a donc tous les pouvoirs et toutes les responsabilités. Mais il semble hélas peu armé politiquement et culturellement pour faire face à la mode d'une vague droitière que la campagne de Nicolas Sarkozy comme celle de Marine Le Pen ont révélée. Prêchant la **tolérance** au lieu de militer pour la République, confondant communication et combat culturel, mélangeant occidentalisme et internationalisme, ne parvenant pas à se défaire d'un inconscient colonial à l'égard des autres sociétés (comme des générations issues de l'immigration), le PS ne risque-t-il pas d'être le boulet empêchant le président Hollande de s'affranchir des dogmes et des habitudes ?

Si la vérité de l'exercice du pouvoir par François Hollande se résume à sa prise en otage par les équipes de *Terra Nova* et les cohortes d'élus locaux, alors 2014, 2015 et 2017 sonneront le glas de la gauche française... sous sa forme actuelle.

François FANCAN

(1) Olivier Ferrand est le président et fondateur de *Terra Nova*. (NDLR)

De Cancun à Los Cabos

Les sommets de Los Cabos (G 20) et de Rio (Développement durable), au lendemain des législatives françaises, cachent des reconfigurations profondes du système international.

Un président de la République absent du pays pour le deuxième tour des législatives, ce n'est pas courant, voire unique. Mais que pouvait François Hollande face à un agenda diplomatique international fixé longtemps à l'avance ? Il avait déjà dû s'envoler dès le lendemain de son intronisation pour les sommets du premier monde : G 8 et Otan aux États-Unis. Cette fois, tous les Grands de ce monde (dont Poutine qui avait boudé le sommet du G 8 aux États-Unis) s'étaient donné rendez-vous au Mexique puis au Brésil entre le 17 et le 22 juin. Il ne pouvait pas ne pas en être. Les enjeux étaient également d'importance : les pressions des États-Unis, de la Chine et des pays émergents sur la tenue de l'euro d'une part, ses propres engagements envers ses alliés écologistes (la création d'une agence internationale de l'environnement) d'autre part. Jamais sans doute le poids de la France n'allait devoir compter autant.

Traditionnellement, la France est en position médiane entre pays du Nord et pays du Sud. Le souvenir de Mitterrand à Cancun - autre station balnéaire mexicaine - en 1981, paraît aujourd'hui bien loin. L'ambition d'un *Nouvel Ordre Économique Mondial* avait alors fait long feu. Entre le couple Reagan/Thatcher et l'Algérie révolutionnaire, le grand écart devenait abyssal. La situation a bien changé de ce point de

vue. Ni l'Algérie ni l'Iran ni l'Égypte ni le Nigeria n'ont été jugés dignes d'appartenir au cercle fermé des **vingt** (dix-neuf + l'Union européenne). Les pays émergents qui ont accédé au *club* le doivent en partie parce que leurs nouvelles classes moyennes ont atteint une espèce de taille critique et entretiennent un mode de vie qui les assimile à celui des pays les plus riches. Pas de pauvres et pas de révolutionnaires : la porte est ouverte à ce que Pascal Canfin, écologiste et nouveau ministre délégué chargé du Développement, a appelé « *un grand compromis mondial* » (1).

Or il s'agit d'un faux *mondialisme*. La vérité est que le monde se réorganise politiquement et stratégiquement d'une manière qui risque de nous mettre de plus en plus en situation de hors-jeu. Les **BRICS** (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) n'ont été qu'un essai non transformé de regroupement de quelques grands émergents pour faire contrepoids aux riches du Nord dans ce type de sommets mondiaux. Les accords régionaux continentaux battent de l'aile (type Mercosur). En revanche la course est engagée entre des regroupements intercontinentaux plus ou moins fondés sur les espaces de circulation maritime, le Pacifique essentiellement.

Le sommet du Mexique a été précédé de deux réunions décisives : l'*Organisation de coopération* dite de Shanghai (7-8 juin) qui a identifié la sécurité de l'Asie-Pacifique

comme étant de la responsabilité sino-russe, et le lancement de l'*Alliance du Pacifique* (6 juin) entre les pays d'Amérique latine ayant une façade sur l'océan Pacifique (Mexique, Colombie, Pérou, Chili). Il ne se passe pas de jour sans qu'Obama, fils d'Hawaï beaucoup plus que d'Afrique, ne proclame que les États-Unis sont une puissance du Pacifique. Depuis la fin de l'an dernier, le cap a été clairement fixé à l'Est. Washington retisse à grande vitesse sa coalition de pays asiatiques face à la Chine, avec succès sauf en Inde plus circonspecte, plus pauvre aussi et première à voir sa notation financière abaissée dans un jeu non innocent. New Delhi du coup se rapproche de l'Europe.

Les pays qui disposent de deux façades maritimes, longtemps un handicap, disposent ainsi aujourd'hui d'atouts que n'ont pas les autres. Or ils sont très peu nombreux : Canada, États-Unis, Mexique, Afrique du Sud, Indonésie et... France. (2) Cette dernière constitue à cet égard en Europe une exception avec sa double façade atlantique et méditerranéenne à laquelle il faut ajouter l'océan Indien (nous ne sommes plus directement une puissance du Pacifique). C'est le moment de s'en servir.

Yves LA MARCK

(1) Entretien accordé à *La Croix* le 8 juin 2012.

(2) L'ouverture de la route maritime arctique fera s'y ajouter la Russie. La Chine se cherche des accès directs à l'océan Indien. Enfin jamais la Grande-Bretagne, tant que la Reine règnera sur plusieurs possessions outre-mer, ne sacrifiera la Royal Navy. Cela ne fait pas une politique.

BRÈVES

♦ **THAÏLANDE** – C'est au siège de l'Unesco à Paris qu'une conférence et une exposition ont rendu hommage au roi Bhumibol Adulyadej et à sa « Philosophie de l'Économie de suffisance », nouveau paradigme éthique pour le développement durable. Le Dr Sasithara Pichaichannarong définit la philosophie royale comme : « *une voie médiane basée sur trois composantes, à savoir la modération, le sens de la mesure et l'auto-immunité, qui permettent de développer une économie plus résiliente et plus durable* » avec « *des effets bénéfiques pour le développement du pays afin de mieux affronter les défis ayant trait à la mondialisation et aux autres transformations que connaissent nos sociétés.* »

♦ **BULGARIE** – C'est à Madrid et entouré de sa famille que le roi Siméon II a fêté son 75^e anniversaire. Dans une conférence qu'il a donnée à Castellon pour la Fondation Bancaja il a fait remarquer que « *les systèmes les plus performants en Europe sont des monarchies parlementaires* ». Le roi qui a vécu un long exil de 50 ans, principalement en Espagne, a confessé qu'il se « *sentait un peu espagnol* » et qu'il avait conservé de nombreuses attaches dans le pays.

♦ **GRANDE BRETAGNE** – Dans un entretien accordé à *Euronews* le Premier ministre David Cameron a rendu hommage à la souveraine et à la monarchie : « *Durant ces 60 années, elle a toujours agi de manière remarquable pour le service public. Ce que l'on célèbre aussi aujourd'hui en Grande-Bretagne, c'est l'institution de la monarchie. Tous les pays veulent avoir cette combinaison de stabilité et d'institutions qui reflètent leur histoire mais aussi la démocratie et la liberté* ». Il est vrai que, comme le souligne *Euronews* : « *en 60 années de règne durant lesquelles elle aura vu défiler six papes et douze Premiers ministres britanniques de Winston Churchill à David Cameron. En 60 ans, la reine a effectué 261 visites officielles à l'étranger dans 116 pays. Autant de chiffres qui donnent le tournis et qui montrent surtout l'importance du règne d'Élisabeth II* ».

♦ **ARABIE SAOUDITE** – Le décès, à Genève, du prince héritier saoudien, Nayef ben Abdel Aziz, âgé de 79 ans, vient une nouvelle fois de démontrer les inconvénients des lois de succession dans le pays. Appliquée par Ibn Séoud (1880-1953), fondateur de la dynastie, la règle prévoyait la transmission du pouvoir aux frères, puis aux demi-frères du roi, par rang d'âge, l'héritier étant confirmé lors d'un conseil de famille. Cette règle a été amendée par le roi Fahd (1921-2005) dans le but de permettre le transfert du pouvoir au « plus apte » des descendants d'Ibn Séoud. Aux inconvénients de la gérontocratie issue de la règle initiale s'ajoute maintenant la lutte des clans entre les différentes branches de la famille. L'actuel souverain, le roi Abdallah, âgé de 89 ans, voit donc maintenant le frère du défunt, le prince Salman, âgé de 76 ans et souffrant, désigné comme prince héritier...

Les couleurs du monde

Dominique Decherf a été ambassadeur de France au Rwanda (2004-2006) puis à Djibouti (2007-2010) après avoir fait une grande partie de sa carrière en Afrique. C'est à partir de cette longue expérience et de sa connaissance des grands enjeux diplomatiques qu'il souligne l'aspect à la fois évident et caché de la couleur de peau et ses conséquences sur les relations politiques. Loin de mourir en Afrique du Sud, l'apartheid s'est mondialisé.

Quand ils se tournent vers l'Afrique, les Français regardent l'Afrique francophone. C'est ce que la télévision leur montre, hors catastrophe ou événement inouï, et les librairies les orientent dans la même direction. Dominique Decherf nous entraîne en **Afrique anglophone**, au Kenya où il s'est installé, en Afrique du Sud à l'époque de l'apartheid, dans la Tanzanie de Julius Nyerere - puis en Angola lusophone après la décolonisation ou encore au Libéria et bien sûr au Rwanda où il fut ambassadeur avant d'être expulsé. Comme il a servi au Burkina-Faso et en Côte d'Ivoire après avoir commencé sa carrière en Tanzanie, il a pu relier les deux moitiés de l'Afrique et avoir une vision d'ensemble des complexités du continent.

Cependant, *Couleurs* (1) n'est pas une histoire de l'Afrique, ni seulement le livre des souvenirs d'un diplomate français tombé amoureux de l'Afrique et des Africaines - ce qui lui donne une connaissance à la fois politique et sensible des pays et des sociétés dans lesquels il a vécu. On se gardera ici d'évoquer les nations africaines les unes après les autres car ce serait les enfermer dans quelques phrases synthétiques qui préten-

draient abusivement résumer les différentes décolonisations, les structures sociales et les groupes linguistiques, les expériences économiques - par exemple le marxisme-léninisme - le rôle de maints chefs d'État et les relations extérieures des différents pays.

On ne suivra pas non plus les méandres de la **politique française** sur le continent noir. La décolonisation fut une ligne politique claire mais ensuite les gouvernements français naviguèrent à l'estime, accumulant les erreurs. En Afrique du Sud, François Mitterrand et la gauche n'ont pas voulu voir, par antiracisme, que la fin de l'apartheid était la victoire de chaque Africain et que tous en tiraient une immense fierté alors qu'à Paris on affirmait qu'il n'y avait plus de dichotomie entre blancs et noirs mais le retour à la lutte entre les riches et les pauvres. Autre erreur : le **sommet de La Baule** qui résulte d'un « *compromis pas vraiment assumé entre la ligne politique défendue par François Mitterrand et la ligne technique ou technocratique de ses ministres, entre le maintien des liens traditionnels et la soumission aux diktats de Bretton Woods, lesquels sont alors hyper technocratiques dans la mise en œuvre systématique d'un ajustement structurel qui arrive pourtant en 1990 à un véritable essoufflement* (en

Côte d'Ivoire et au Rwanda tout particulièrement). »

Il faudrait donc concevoir une nouvelle politique de la France en Afrique - et non plus une *politique africaine de la France*. Laquelle ? Il est encore trop tôt pour le dire mais on aurait tort de ne pas prendre en considération la question des couleurs - par souci antiraciste - et de plaquer en tous lieux notre schéma démocratique et *droits de l'homme* au lieu d'encourager, si besoin est, les versions africaines de la démocratie. Par exemple, nous avons célébré en Afrique du Sud la victoire de la majorité sur la minorité - ce qui pouvait conduire à l'écrasement des vaincus - alors que Mandela a eu le génie de concevoir la politique **avec** les Noirs et les Blancs : « *si (...) la version sud-africaine de la démocratie politique, ni raciale ou ethnique, ni totalitaire, mais avec un partage du pouvoir, économique et politique, se généralisait à l'Afrique, l'Afrique s'en porterait autrement et nos relations aussi.* »

D'où la nécessité d'un changement de regard qui ne conduit pas à un nouveau modèle de réorganisation du monde (un nouveau paradigme) mais à un réaménagement des catégories permettant de mieux comprendre le monde. Le changement de regard consiste d'abord à prendre en considération le regard de l'autre : par exemple le Noir, que nous ne voulons pas regarder comme tel pour ne pas être accusé de racisme. Pourtant, celui qui vit en Afrique ou qui partage un temps l'intimité d'un Africain ou d'une Africaine sait bien qu'il est le Blanc, le Toubab.

Or l'Européen blanc n'est pas nécessairement sympathique car son visage rap-

pelle l'arrogance du colonial, la brutalité du militaire, la suffisance et l'inculture des gens de gauche qui vont vaticiner à Abidjan, les combines des affairistes et des ministres français corrompus, la grossièreté du touriste amateur de Club Med'. Bien sûr, il y a des Français formidables en Afrique et des touristes respectueux, mais l'image du Blanc y est plus ou moins dégradée car dans le monde d'aujourd'hui, ce sont toujours les Blancs qui exercent la réalité du pouvoir sur la planète, même s'il y a parmi eux quelques hommes noirs - l'un à la présidence des États-Unis, l'autre à l'ONU. D'où cette vérité qui sonnera désagréablement aux oreilles occidentales : l'**apartheid**, loin de disparaître en Afrique du Sud, s'est mondialisé.

Ces considérations générales sur les Blancs et les Noirs risquent-elles de conduire à un racisme plus ou moins avoué ? Sans s'attacher au fait que la science ne trouve pas de races biologiques et doit s'en tenir à ce constat négatif, Dominique Decherf affirme l'égalité de tous les hommes entre eux - alors que le racisme proclame une inégalité en valeur - et précise dans l'introduction de son livre que « *le racisme est une forme de narcissisme, un onanisme. Il est solitaire. Il vit de solitude. Il se satisfait de soi. Il vise à être seul de son espèce jusqu'à tuer l'Autre.* » Quant au non-raciste, il doit tenir la *race* pour une évidence inévidente, qui devrait le conduire à mettre le mot entre guillemets après avoir lu Dominique Decherf.

À l'école primaire, après la guerre, notre livre de géographie nous apprenait à distinguer quatre races : le Blanc, le Noir, le Jaune - et l'Indien avec ses plumes qui avait ma préférence. Cette anthropologie réductrice a disparu et nous apprenons en voyageant que la **couleur de la peau** ne dit presque rien sur les personnes et les groupes humains. « *Oui, remarque Dominique Decherf, un Noir se reconnaît Xhosa ou Zoulou, mais également de familles, de clans, de classes d'âge, de castes. Le critère était dit ethno-linguistique, la langue définissant certes le groupe, mais la langue transmise par les parents, donc en définitive la généalogie, c'est-à-dire la génération, la naissance, bref les liens du sang.* » Même observation au Rwanda : « *Le Hutu est simplement un non-Tutsi* » note Dominique Decherf qui s'appuie sur Jean-Pierre Chrétien (2) écrivant qu'« *il n'y a pas de Hutu sans Tutsi* ». Pas de Même sans Autre, pas d'identité sans altérité. Le génocide rwandais est le montage d'une discrimination ami-ennemi à la manière

de Carl Schmitt : « *Le génocide, dit-on, n'a pas tué que des Tutsi mais aussi de nombreux Hutus modérés. Ces Hutus, peut-on dire, devenaient Tutsi dans la mort. Ils ont été tués comme complices des Tutsis, proto-Tutsi. Le pouvoir souverain se reconnaît par ce pouvoir de définition de l'ennemi, de dire, par voie de décret, la vérité de l'ennemi.* »

Pour qu'un génocide ait lieu, il faut un monde clos, dans lequel un pouvoir appuyé sur une force militaire ou une population armée désigne les hommes à éliminer - ainsi en Europe occupée, au Rwanda... C'est seulement à l'intérieur de cette clôture que l'on peut désigner l'Autre comme négation du même : le Noir comme Non-blanc, le Juif comme non-Aryen... Dans une société ouverte, il faut penser avec Platon le Non-Blanc sous diverses apparences - jaune, rouge... - qui dispersent l'opposition première dans le jeu des différences.

La couleur de peau ne relève pas de l'essentiel : c'est un **accident**, une petite différence, un *presque rien* (3) mais ce n'est pas **rien** comme l'affirment les anti-racistes patentés. « *La probabilité du meurtre grandit à mesure de la fraternité, jusqu'à la gémellité* » souligne Dominique Decherf en souvenir d'Abel et Caïn. Dans les sociétés qui se conçoivent selon un imaginaire égalitaire, la toute petite différence peut prendre une importance considérable et servir de vecteur à la violence. La *race* ne permet pas de comprendre la logique des conflits et l'antiracisme ne permet pas de les apaiser. La violence circule à l'intérieur des groupes de couleur, comme elle circule à l'intérieur des groupes ethno-religieux. Au Rwanda, des Noirs ont massacré des Noirs, les Arabo-musulmans se font la guerre en Irak, en Libye, en Syrie - sans parler des massacres entre ces Européens blancs, tellement civilisés...

Dominique Decherf est allé chercher des explications à la **violence** chez Claude Lévi-Strauss et a relu Gobineau, jouant en fin de livre avec cet auteur politiquement incorrect. C'est se donner trop de peine. Les explications pertinentes se trouvent dans son propre livre et rejoignent les réflexions dont Jean-Pierre Dupuy nous avait fait part lors d'un col-



loque (4) que nous avons organisé en 1983 : ce n'est pas l'Autre qui nous fait peur, mais le Même et c'est le Même que nous voulons tuer pour nous libérer de la peur. Cette haine est inversement proportionnelle à la différence de couleur de peau : elle est totale pour les Juifs, qui ne peuvent être distingués à vue d'œil des autres citoyens, virulente à l'égard des Arabes, souvent un peu plus foncés que la moyenne, moindre à l'égard des Noirs, pourtant très repérables - et elle ignore les Asiatiques, physiquement identifiables et souvent inscrits dans des communautés solides aux rites tout à fait étrangers. Il faut donc que le Même ou le presque Même soit accablé de caractéristiques ignobles pour qu'il devienne un ennemi, un Autre à exterminer.

Comprendre cela ne sert à rien, hélas, si le système des médiations politiques et sociales fait défaut...

B. LA RICHARDAIS

📖 (1) Dominique Decherf - « *Couleurs, Mémoires d'un ambassadeur de France en Afrique* », Pascal Galodé éd., 2012, prix franco : 24 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 (2) Jean-Pierre Chrétien - « *L'Afrique des Grands Lacs, deux mille ans d'histoire* », Aubier-Flammarion, 2000, épuisé.

📖 (3) Cf. Vladimir Jankélévitch - « *Le je-ne-sais-quoi et le Presque-rien* », Tome I : « *La manière et l'occasion* », Le Seuil, 1980, rééd. Points Essais, 2003, prix franco : 10 €.

➔ [Achat immédiat](#)

📖 (4) Cf. Jean-Pierre Dupuy - « *Nature et différence* », in revue *Cité*, n°10, 1983, prix franco : 7 €.

➔ [Achat immédiat](#)

La rumeur des steppes

Familier de l'Asie centrale, René Cagnat nous raconte ⁽¹⁾ de grands malheurs passés, présents et à venir. Il ne demande pas la compassion distraite des gouvernements de l'Ouest européen mais une aide judicieuse qui permettrait de conjurer les périls.

Le chasseur ne voit pas la même forêt que le bûcheron. Les touristes, les diplomates, les militaires ne voient pas les mêmes pays et n'en rapportent pas les mêmes récits. L'Asie centrale, comme toute autre région du monde, présente des réalités diverses, complexes, confuses ; elles échappent à plusieurs catégories de visiteurs et plus particulièrement aux experts internationaux qui pontifient dans des colloques coûteux au sortir d'hôtels hors de prix, sourds et aveugles, aussi étrangers que des Martiens et moqués comme tels : *inoplaniétyanié* !

À l'opposé, des voyageurs s'écartant des quelques circuits touristiques balisés découvriront l'accueil chaleureux des familles tadjikes, kirghizes, kazakhes et ouzbèques, les montagnes sublimes du Pamir, la noblesse de l'*aksakal*, le sage à la barbe blanche, la grâce des femmes devisant sur le *tapchan* (2) et passant sans effort du russe à l'ouzbek puis au tadjik. C'est là une part de la réalité, une petite part que René Cagnat décrit avec respect et tendresse dans une langue joliment évocatrice de toutes ces beautés et des traces, précieuses, d'un passé d'autant plus fascinant qu'il est ici méconnu. (3)

On voudrait que tout le livre soit celui d'un homme émerveillé. Placées en exergue, les paroles d'un chant kazakh annoncent une autre réalité : « *Écoute le vent dans la steppe : il raconte de grands malheurs.* » L'histoire de l'Asie centrale n'est qu'une suite de tragédies et ses peuples n'ont cessé d'être martyrisés ou de se martyriser les uns les autres. On se souvient toujours de Gengis Khan détruisant au XIII^e siècle la civilisation persane qui rayonnait par ses philosophes (Avicenne), ses poètes (Rudaki) et ses historiens jusqu'en Europe de l'Ouest : villes détruites, citadins et paysans massacrés. Puis ce fut, un siècle plus tard, Tamerlan, un turk qui massacra à la mongole sans parvenir à unifier les territoires qu'il avait conquis. Les petits États qui gouvernaient des populations asservies ne purent résister longtemps à la colonisation russe, elle aussi très violente dans la conquête comme dans l'administration des peuples désormais soumis au Tsar. Puis les Bolcheviks s'emparèrent, non sans mal, des terres de l'empire et ce fut une nouvelle période de terreur.

Nous savons ce que fut la collectivisation stalinienne en Ukraine. René Cagnat raconte le calvaire du peuple kazakh : déjà cruellement éprouvé par

la révolte de 1916, la guerre civile et les premières famines, il compte 3 626 000 individus au recensement de 1926. En 1939, ils ne sont plus que 1 314 000 : près de la moitié de la population a été tuée ou est morte de faim. Tel fut le grand *djout*, la calamité qui s'abattit sur cette terre qui fut aussi une des grandes zones de déportation. Pourtant, les Kazakhs, comme les autres peuples d'Asie centrale, sont fiers d'avoir participé vaillamment, au sein de l'Armée soviétique, à la victoire sur l'Allemagne nazie...

L'effondrement de l'Union soviétique n'a pas inauguré une ère de liberté, de paix et de prospérité. D'abord parce que les immenses erreurs des planificateurs ont provoqué des désastres qui n'ont pas été surmontés. Le pire, c'est l'épuisement progressif de la mer d'Aral et les changements climatiques qui en résultent mais partout les populations souffrent des eaux et des sols pollués et l'on découvre avec consternation des paysages dévastés.

Aux désastres provoqués pendant les soixante-dix années soviétiques, s'ajoutent les dégâts commis en vingt ans d'ultra-libéralisme. L'ancien système de santé, presque gratuit, n'existe plus et beaucoup ne peuvent pas se

soigner. L'enseignement, naguère de grande qualité, est lui aussi à la dérive et la culture classique recule partout ; l'achat des notes et des diplômes par les plus fortunés vient aggraver les injustices - et les risques quand il s'agit des examens de médecine ou de pharmacie. Les gouvernements sont rarement à la hauteur des enjeux : le despotisme oriental a succédé à la dictature du Parti et continue de s'appuyer sur des bureaucraties qui conservent soigneusement les us et coutumes soviétiques.

Pire : l'Asie centrale est menacée de déstabilisation. Aux violences des groupes islamistes, s'ajoutent les opérations des seigneurs de la drogue et les conflits interethniques : en 2005, la répression sanglante d'une révolte à Andijan par le gouvernement ouzbek et les pogroms qui ont eu lieu dans le sud du Kirghizstan (Och, Djallalabad) en 1990 et en 2011 constituent de sinistres avertissements.

Le livre serait accablant s'il n'était éclairé par l'amitié profonde que René Cagnat porte à tous les peuples et toutes les nations d'Asie centrale. À Paris, on affiche volontiers son hostilité aux Russes et on se déclare pro-ouzbek sur un coup de tête. Le voyageur inlassable qui écoute la rumeur des steppes critique, dénonce et s'indigne mais relève et souligne tout ce que suscite l'espoir qu'enfin en Europe de l'Ouest on se décide à déployer en Asie centrale une aide qui permette aux peuples de rompre la trop longue chaîne des malheurs.

Bertrand RENOUVIN

📖 (1) René Cagnat - « *La rumeur des steppes - De la Russie à l'Afghanistan, De la Caspienne au Xinjiang* », nouvelle édition mise à jour et augmentée, Payot, 2012, prix franco : 20 €. [Achat immédiat](#)

(2) Plate-forme surélevée ornée de coussins.

📖 (3) Cf. le magnifique ouvrage de René Cagnat et du photographe Alexandre Orloff - « *Voyage au cœur des empires, Crimée, Caucase, Asie centrale* », Actes sud, 2009, prix franco : 75 €. [Achat immédiat](#)

Jean-Jacques, l'éternel incompris

Le tricentenaire de la naissance de Jean-Jacques Rousseau ne risque pas d'enflammer les esprits comme naguère. Le climat intellectuel a sans doute beaucoup changé, les passions se sont déplacées, et surtout, l'auteur des *Confessions* apparaît infiniment plus énigmatique qu'il le fut hier. Il y a lieu, d'ailleurs, de se demander si sa légende, avec la fabrication d'un rousseauisme décalé par rapport à Jean-Jacques, n'est pas responsable de perceptions erronées et de jugements fautifs. On le fait ainsi responsable de la Révolution française et par voie de conséquence du totalitarisme moderne. Rien n'est plus discutable, même si le penseur a été interprété par des continuateurs beaucoup plus radicaux que lui. Les contre-révolutionnaires qui se réclamèrent de son œuvre pendant la décennie terminale du XVIII^e siècle, avaient trouvé chez lui des arguments au moins aussi décisifs. Il y a fort à parier que devant la boucherie de la Bastille ou l'emballement terroriste de 93, l'homme du *Contrat social* aurait détalé à toutes jambes, non sans rappeler qu'il était hostile par principe à tout bouleversement des grands équilibres établis par le temps. Ce prétendu prophète des révolutions n'éprouvait qu'effroi devant les changements violents : « *Quand une fois les coutumes sont établies et les préjugés enracinés, c'est une entreprise dangereuse et vaine de vouloir les réformer.* »

Sans aucun paradoxe, il est même possible que ce prétendu subversif fût le plus fiefé réactionnaire que l'Europe ait porté. Il a une véritable aversion pour la superstition du progrès, affirme que les sciences et les arts dégradent les mœurs, ne partage pas du tout l'admiration de Voltaire pour la libérale et commerçante Angleterre. On sera vraiment bien en peine de trouver dans cette œuvre immense la moindre velléité démiurgique. Il n'a d'intérêt que pour les sociétés statiques. Tout juste pourrait-on lui trouver quelque affinité avec nos écologistes les plus verts : repli sur la nature, dépouillement de tout luxe, résistance à l'industrie, préférence pour les petites concentrations humaines... A cela, on rétorquera sans doute que certaines idées peuvent agir à l'encontre de leurs auteurs, en développant des logiques infernales inaperçues de leur trop naïfs concepteurs. Ainsi en irait-il de ce fameux *Contrat social* dans lequel on reconnaît habituellement le dispositif explosif qui aurait mis le feu au monde. Cela est peut-être et même sans doute vrai, mais en ce cas le responsable aurait été bon premier à désavouer ses prétendus disciples.

J'avoue que sur ce point l'analyse de Bertrand de Jouvenel me paraît pertinente et qu'elle m'a moi-même désintoxiqué de ma lecture jacobine du *Contrat*. Il faut d'abord prendre conscience que chez Rousseau, l'importance de la politique est médiocre, qu'elle est peu présente dans ses soucis quotidiens (voir sa correspondance) et qu'il considérait le fameux

livre qui fait toute sa réputation comme non-décisif. Et lorsqu'on examine avec plus d'attention et moins de préjugés ce dernier, on s'aperçoit que la conversion réelle qu'il accomplit en faveur des liens civiques n'aboutit pas forcément à cette brutale dépossession des hommes privés en faveur du dispositif central de la cité qu'on croit percevoir. Il n'y a pas chez lui le radicalisme de Hobbes en faveur du Léviathan. Ce n'est pas le contractualisme qui l'obsède, mais le patriotisme, l'union sacrée qui a nécessairement quelque chose de mystique. Son souci exclusif veut « *que le particulier, en un mot, prenne le bien de tous pour règle ultime de ses actions, et refasse par ce moyen son unité morale.* » (Jouvenel).

Ceux qui se sont réclamés de lui (contre lui ?) étaient entraînés dans une dialectique qu'il les menait sur une pente totalitaire. Et il est vrai qu'il n'arrangeait rien par avance, n'ayant pas conçu d'amendements libéraux et de précautions constitutionnelles à son système. Par ailleurs, ce n'est pas à la raison de ses ennemis philosophes qu'il se réfère, mais à une conscience d'essence affective. Son modèle antique n'est pas Athènes mais Sparte. Tout cela est problématique. On n'est sûrement pas dans le système délibératif, on n'est pas pour autant dans la fascination totalitaire, la défiance de Rousseau pour les empires forcément despotiques étant avérée. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de danger dans cette construction qui s'avère très xénophobe, qui s'approprie la religion devenue **civile**, qui s'affirme, sans scrupule, censitaire. Il semble bien que ce soit essentiellement sa cité natale de Genève que Rousseau avait en point de mire et qu'il n'avait nulle envie de susciter des créations ex-nihilo, trouvant curieusement qu'il n'est qu'un peuple en Europe capable de se donner une législation inédite : le peuple corse !

On estimera sans doute que cette démythologisation du rousseauisme politique ne rend pas compte de l'extraordinaire puissance de séduction d'un écrivain et d'un penseur dont il est impossible de nier qu'il a modifié la culture européenne. Même sur le terrain politique, ses dons singuliers de théoricien le placent au sommet de l'échelle où siègent Machiavel, Spinoza et Hobbes. Voltaire en avait bien conscience, qu'il l'en exérait d'autant plus. Mais le motif le plus impérieux de la prééminence de Rousseau est d'un autre ordre. Il tient d'abord à son décentrement égotiste et à la potentialité révolutionnaire que constitue le culte de soi-même. La question est donc plus déterminante que ses retombées institutionnelles puisqu'elle est anthropologique. C'est bien pourquoi elle est encore plus déstabilisante, en dépit des aspects sages, réactionnaires et timides de son tempérament. Mais pour en comprendre le secret, il convient de se tourner vers d'autres analystes qui s'attachent à l'âme singulière d'un personnage qui annonce le romantisme, avec toutes ses ambiguïtés et ses énigmes. Là-dessus, il faut lire une critique aussi profonde que Jean Starobinski. Où même un théologien protestant aussi averti du calvinisme que Karl Barth. Car Jean-Jacques, c'est, au cœur du XVIII^e, le refus d'un certain matérialisme lié au rationalisme avec l'attention la plus extrême portée à la subjectivité, y compris religieuse. Dès lors que c'est l'homme lui-même qui est en cause, ce sont tous les registres de l'intériorité qui vibrent. Dans l'attente de quelle révélation ou de quel abîme ? ■

par Gérard Leclerc



📖 L'essai de Bertrand de Jouvenel sur *La politique de Rousseau* dans l'édition du *Contrat social* chez Pluriel n'est plus disponible.

📖 Jean Starobinski - « *Jean-Jacques Rousseau, la transparence et l'obstacle* », Gallimard, coll. Tel, 1976, prix franco : 15 €.

Donnez-nous notre humour quotidien

Suivant le précepte que nous devons rire chaque jour pour décrasser nos muscles, grands et petits, zygomatiques, nos bons maîtres laissent discourir des hommes ou femmes patentés.

Suivant l'antienne qu'on ne peut pas rire de tout... et de tous. Mais attention il faut du bon goût de la tenue à la manière de nos grands philosophes : Jean-Marie Bigard, Laurent Ruquier, Didier Porte ou plus récemment Stéphane Guillon. Bien sûr il faut de la retenue : rien ne doit être dit de contraire aux *droits de l'homme et du citoyen*. Car notre humour ne peut être que l'illustration de notre République libre, égale et fraternelle. Un mal entendant, mal voyant, de petite taille à mobilité réduite ne doit surtout pas se sentir ridiculisé par un malotru.

Ainsi, chaque jour que Dieu fait, nous avons donc droit à l'humour de nos procureurs... Il leur est permis de se moquer et de ridiculiser : les hommes et femmes politiques, le pape, les prêtres forcément pédophiles, etc.. Mais essayez-vous à faire de l'humour sur les protestants ou les moniteurs de colonies de vacances laïques... Ne parlons pas du Juif ou de l'Arabe tout en remarquant qu'il y a une belle tradition d'humour juif. De même manière il est déconseillé de tenter l'humour avec Mahomet ou le Dalai-lama sans se voir excommunié de la communauté citoyenne. Oui vous avez droit à votre humour quotidien ou plutôt à votre leçon de morale quotidienne. Car ils ne sont, dans leur majorité, que les nouveaux grands prêtres de la bien-pensance.

D'ailleurs, les journalistes sont des hommes libres, eux connaissent ce qu'ils ne peu-

vent dire. Il leur faut donc des éditorialistes humoristiques qui eux sont sensés pouvoir tout dire. Et quel bonheur ! Preuve d'une réussite exceptionnelle, lorsque l'un d'entre eux est congédié par le pouvoir. Il devient alors le héros résistant à la dictature. Actuellement chaque émission de radio ou de télévision possède son éditorialiste *hu-mou-ristique*... ce n'est pas forcément de l'humour, mais les rires gras enregistrés ou imposés (dans toutes les émissions avec public il y a des panneaux lumineux : *applaudissez, riez, dansez, chantez*...) viennent nous signaler que c'est de l'humour.

Évidemment quelques-uns sortent de cette mélasse. Je pense à l'incroyable François Morel qui renoue avec le **bel humour** des humoristes, mais il semble que cette tradition, celui des hommes cultivés, des hommes de savoir n'est pas du *bel* aujourd'hui.

François L'Yvonnet, vient de faire paraître une saillie sur l'intégrisme de la rigolade. Avec verve et savoir, il nous conte **notre** bien-pensance humoristique quotidienne. Pardon, pas notre, mais celle que nous subissons et que nous applaudissons pour détendre nos zygomatiques. Pour le plaisir de se moquer des moqueurs, de les remettre à leur place, serfs de nos bons maîtres. Il est plaisant et nécessaire de lire ce petit libelle fort bien envoyé et n'oublions pas qu'à la fin il touche !

François-Marin FLEUTOT

📖 François L'Yvonnet - « *Homo comicus ou l'intégrisme de la rigolade* », Mille et une nuits, prix franco : 10 €. [Achat immédiat](#)

Sagesse féline

Quoi qu'en disent les « monothéistes » de tout poil, et en ces temps on en trouve de plus ou moins velus, notre temps n'est en rien marqué par le triomphe de l'hédonisme.

Leurs certitudes, un peu trop souvent aigres (et ceci explique sans doute cela), les conduisent trop souvent à confondre le plaisir et le désir. Notre société se méfie du plaisir, qui rassasie, car toute sa dynamique repose sur un désir toujours frustré. Il ne faut jamais être satisfait si l'on veut que tourne le moteur de la consommation.

L'hédonisme est une sagesse, dont le modèle pourrait bien être le chat. Hippolyte Taine en eut la géniale intuition lorsqu'il écrivit *Vie et opinions philosophiques d'un chat*. Ce texte rare, doucement ironique, est aujourd'hui disponible grâce aux éditions Rivages. (1) La prose n'est en rien vieillie, elle est d'une élégance intemporelle. Le charme opère pleinement. La leçon se reçoit ici dans un long sourire, ce qui ne signifie pas qu'elle ne soit pas profonde.

Sans cesse, on nous répète qu'il faut s'agiter, travailler, produire, consommer, mais le chat nous le dit : « *Celui qui mange est heureux ; celui qui digère est plus heureux ; celui qui sommeille en digérant est plus heureux encore. Tout le reste n'est que vanité et impatience d'esprit.* »

Patrick PIERRAN

📖 (1) Hippolyte Taine - « *Vie et opinions philosophiques d'un chat* », ce court texte est paru dans la seconde édition du *Voyage aux Pyrénées* en 1858 et a très rarement été réédité depuis. Les éditions Rivages l'ont fait en 2007. Collection : Rivages Poche, Petite Bibliothèque, 64 pages, prix franco : 6 €. [Achat immédiat](#)

📖 Le texte peut aussi être lu sur le site <http://www.textesrares.com/philo/tainchat.htm>

📖 ou entendu (format MP3) sur le site <http://www.litteratureaudio.com/livre-audio-gratuit-mp3/taine-hippolyte-vie-et-opinions-philosophiques-dun-chat.html>



Aimé Richardt
**Henri VIII
et le schisme
anglican**

Prix franco : 21 € [Achat immédiat](#)

Souscription

Petit espoir mais gros soucis...

Vous êtes formidables ! Oui vraiment vous êtes formidables : il y a quinze jours, je vous faisais part de mon inquiétude devant notre souscription qui piétinait et la période estivale qui approchait. Votre réaction a été immédiate et la très belle liste que nous publions aujourd'hui le prouve.

Nous avons donc dépassé le cap des 11 000 euros qui nous était indispensables pour équilibrer notre budget et toutes les sommes recueillies au-delà viennent maintenant garnir la cagnotte que nous devons constituer pour couvrir les frais prévisibles de notre déménagement dans de nouveaux locaux.

De ce côté la situation n'a guère évolué. La proposition de relogement que nous a faite la mairie de Paris tient toujours et serait acceptable. Mais restent à en définir les conditions matérielles qui font actuellement objet de négociations. Nous vous tiendrons bien entendu au courant de leur aboutissement.

Mais notre effort financier doit continuer car, outre les dépenses liées à notre déménagement, le loyer de notre futur local sera de toutes façons sensiblement plus important que celui dont nous bénéficions actuellement. C'est la raison pour laquelle nous avons écrit à tous ceux qui règlent leur abonnement (et leurs cotisations pour les adhérents) par virement automatique pour qu'ils pensent à augmenter leur versement ne serait-ce que de quelques euros (les petits ruisseaux...).

Royaliste et la NAR traversent une passe délicate, ne nous abandonnez pas au milieu du gué...

Yvan AUMONT

5^e liste de souscripteurs

Jean-Philippe Amboise 66 € - Bernard Barbiche 30 € - Patrick Barrau 50 € - Alain Barré 50 € - Christophe Barret 200 € - Françoise Baudin 100 € - Jean-Claude Bergeon 10 € - Michèle Bicheler 50 € - Jeanne Boudot 50 € - Didier Bourdelin 30 € - S.B. (Vienne) 100 € - Gisèle Brodud-Yviquel 50 € - René Cagnat 20 € - Serge Cattet 40 € - A.C. (Seine et Marne) 35 € - Jean Chauviré 50 € - Max Coiffait 30 € - Jean-Pierre Collet 50 € - Jean-Loup Commo 30 € - André de Crux 20 € - Philippe Dechartre 20 € - Philippe Delorme 100 € - André Denis 15 € - François Denoël 50 € - Robert Descimon 50 € - Benoît Dolle 350 € - Jean-Jacques Foucher 100 € - Raoul Gaillard 20 € - André Galliere 100 € - Max Gallo 50 € - Chantal Garcin 20 € - Yves Garnier 50 € - Luc de Goustine 100 € - Robert H. Griffiths 20 € - Jean-Claude Guillebaud 100 € - Isabelle Houdart 150 € - Alain Jouffroy 50 € - Pierre Paul Lacas 50 € - Jacques Lambalais 12 € - Alexandra Lavaut 30 € - Christian Lecocq de Chapiseau 100 € - Marc Leroy 100 € - Guy Lesinge 20 € - Jacques de Monneron 180 € - E.M. (Rhône) 20 € - François-Xavier Noir 300 € - Robert Paris 100 € - Michel Paris 100 € - Philippe Parisy 20 € - Noël Pecout 10 € - Jean-Christian Petitfils 50 € - Michel Pinçon & Monique Pinçon-Charlot 100 € - Jacques de Poulpiquet 50 € - Yolande de Prunel 200 € - Michel Retzmanick 150 € - Sylvain Roussillon 250 € - Maurice Sarazin 20 € - Michel Soulier 50 € - Nicole Stoessel-Solari 20 € - François Tanné 100 € - Joël Teruel 22 € - Bernard Thibault 50 € - Laurent Veyrenc 40 € - François Viet 50 € - Vincent Wilhelem 55 €.

Total de cette liste : 4 655,00 €

Total précédent : 7 460,28 €

Total général : 12 115,28 €

Faire un don

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@gmail.com
- ✓ Sites internet :
<http://www.narinfo.fr> (Informations et actualités)
et <http://archivesroyalistes.org/>
- ✓ Téléphone/répondeur : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie : 01.42.96.99.20
- ✓ Règlements à l'ordre de :
Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

◆ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

◆ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'"abonné des mercredis" annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

◆ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● Mercredi 27 juin - Professeur émérite à l'École polytechnique et professeur à l'université Stanford, **Jean-Pierre DUPUY** enseigne la philosophie politique, les sciences sociales et l'épistémologie. Par ses livres et par les travaux du sémi-

naire qu'il animait à Polytechnique dans les années quatre-vingt, il a contribué à renouveler la recherche en sciences humaines.

Dans un livre récent dont *Royaliste* (n° 1011) a rendu compte, Jean-Pierre Dupuy prend acte de l'échec de la pensée économique, qui n'a pas abouti au remplacement du pouvoir politique par des techniciens : la « gouvernance », qui a remplacé le gouvernement des hommes, n'est que la soumission, désormais évidente, aux marchés financiers.

Loin de se limiter à la dénonciation de cette *économystification*, Jean-Pierre Dupuy indique une voie qui nous permettra de retrouver un avenir : il faut repenser et revivre « **La dimension prophétique du politique** » pour échapper aux fausses fatalités.

A NOS LECTEURS

Comme tous les ans, *Royaliste* va suspendre sa parution pendant la période estivale.

Le numéro n°1017 (daté du 9 juillet) sera le dernier avant l'été. Ce sera un numéro spécial de 16 pages spécialement destiné à faire connaître *Royaliste* à de nouveaux lecteurs.

Nous vous incitons vivement à nous passer commande de quelques exemplaires afin de pouvoir le diffuser dans votre

entourage. Nous avons établi pour cela un tarif particulièrement avantageux : 5 ex. 8 € - 10 ex. 12 € - 20 ex. 18 €.


Pour le même tarif nous pouvons nous charger d'expédier nous-mêmes les exemplaires aux listes de personnes dont vous nous communiquez les adresses.

Alors, vite à vos carnets d'adresses !

AUTOCOLLANTS

NOUVEAU : Les différents autocollants édités par la NAR sont maintenant disponibles sur notre site internet

<http://narinfo.voila.net/Autocollant.htm>

Il est possible également d'acheter un lot de 7 planches (assorties des différents modèles) : 4,90 € franco 

Vous avez reçu ce journal gratuitement ?

Pensez-vous que nous pourrions continuer à exister si vous ne nous apportiez pas votre aide financière ?

Alors, abonnez-vous (bulletin en page 2)

ou faites-nous un don :

Faire un don en ligne

ou par courrier : « *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Les devoirs de la charge

Il n'y a pas eu de campagne présidentielle : les principaux candidats ont développé un programme de gouvernement, comme s'ils se disputaient Matignon. Par voie de conséquence, il n'y a pas eu de campagne des législatives puisque tout avait été dit avant le 6 mai. D'où la répétition épuisée des promesses déjà faites, agrémentées de quelques luttes locales mises en scène par les médias.

La confusion est totale et il faudrait, pour y remédier, que les dirigeants politiques reconnaissent les deux erreurs soulignées par Jacques Julliard : « *le passage du septennat au quinquennat, décidé par référendum en 2000, avec 70 % d'absentions fut une grave erreur, et l'inversion du calendrier, qui renvoie les législatives au lendemain de la présidentielle, en est une autre* » (1). La gauche tout entière se grandirait en procédant à une réforme constitutionnelle qui rétablirait la logique de la V^e République. Majoritaire dans les deux assemblées, elle pourrait même décider la réforme du mode d'élection du Sénat afin de changer ce qui doit l'être dans nos institutions.

A l'opposé des bavardages sur la « VI^e République », nous soutenons que toutes les questions relatives aux institutions doivent être envisagées selon la temporalité politique : le temps du président de la République n'est pas celui du Premier ministre parce que les modes de légitimation et les responsabilités sont différents. Les enjeux, les domaines et les modes d'action doivent être d'autant plus soigneusement distingués que les

socialistes, installés à l'Élysée et à Matignon, majoritaires dans les deux assemblées, seront tentés par les facilités de l'organisation pyramidale du pouvoir.

Nous avons certes souhaité que le gouvernement dispose d'une majorité mais il est essentiel que le président de la République se consacre exclusivement aux devoirs de sa charge. Nous attendons les gestes symboliques qui montreront que François Hollande est le président de tous les



Français, capable d'assumer toute l'histoire de France, d'arbitrer les conflits et d'éviter de nouvelles fractures : la dérive raciale d'une partie de la gauche est à cet égard angoissante. Nous devons demeurer un peuple de citoyens et nous sommes en attente d'une nouvelle aventure collective - puisque la mondialisation ultra-libérale que nous offraient les oligarques répand son cortège de misères et de violences.

L'Histoire. Sa dynamique va saisir François Hollande et l'entraîner loin des motions de congrès, des promesses de campagne... et des rêves de jeunesse. La crise terminale de la zone euro détruit tout ce qui

avait constitué l'idéologie de ces socialistes qui croyaient que l'intégration européenne permettrait de dépasser les nations et de donner un nouveau sens à l'internationalisme. La création de l'euro fut un acte de foi, enjolivé par les litanies sur l'*Europe sociale* à construire dans le compromis avec l'ultra-libéralisme. La radicalité du Non au référendum de 2005 a été effacée et la grande crise ne fut pas l'occasion d'un sursaut : on en restait aux bricolages programmatiques et aux synthèses illusives...

Ces méthodes dilatoires ne sont plus possibles. Dans l'Union européenne, la catastrophe est d'une telle ampleur qu'il n'est plus possible de s'en sortir par des arrangements couchés à l'aube sur le papier. François Hollande est obligé d'admettre que l'euro ne peut pas être sauvé. Pour lui, c'est une épreuve. Elle peut être salutaire pour la France et les Français si le président de la République, fort de son élection et conforté par la victoire des socialistes aux législatives, refuse les compromis de faiblesse et de nouvelles fuites en avant. Il peut, il doit dire aux citoyens français que tout est à repenser et à transformer : l'Union européenne, le système monétaire, les échanges internationaux, la circulation des capitaux, l'organisation bancaire, le développement économique et les relations sociales dans notre patrie.

François Hollande peut faire l'histoire, mais ce n'est pas l'histoire qu'il envisageait. Il sera le président de la sortie de l'euro. Il sera un grand président si le retour à la monnaie nationale s'accompagne d'une politique économique et sociale cohérente dont la perspective peut lui être immédiatement tracée.

Bertrand RENOUVIN

(1) Éditorial de *Marianne*, n° 790, 9-15 juin 2012.